

**Coût de la vie,
inégalités,
température,
grandes fortunes,
tout augmente,**

SAUF LES SALAIRES ET LES RENTES !



Inflation, hausse des primes maladie et des factures d'électricité, loyers abusifs, tandis que le coût de la vie prend l'ascenseur et que le revenu disponible des travailleuses et travailleurs fond comme neige au soleil, les patrons n'accordent que des miettes d'indexation et s'attaquent au salaire minimum légal genevois.

Parallèlement, les discriminations salariales à l'égard des femmes continuent d'augmenter et la droite patronale a réussi à imposer l'élévation de l'âge de la retraite de femmes. Et la voilà qui vient de voter des augmentations massives de cotisations pour le 2^e pilier avec à la clef... des baisses non moins massives de rentes !

La neige ? Parlons-en ! Alors que le Conseil fédéral vole au secours du capitalisme destructeur d'emploi et de l'environnement, le réchauffement climatique ne cesse de s'aggraver faute de volonté politique ne serait-ce que d'amorcer l'indispensable transformation écologique et sociale de l'économie.

Et pendant ce temps-là, les entreprises de trading et de shipping engrangent des bénéfices stratosphériques, et les grandes fortunes ne cessent de croître dans le pourtant prétendu « enfer fiscal » qu'est Genève...

Le 1^{er} mai 2023, crie ta colère dans la rue !

11h : Rassemblement au Monument des brigadistes

Rejoins ensuite ton tronçon préféré au

Cortège qui partira à 13h30 (Blvd James-Fazy).

Et pour un moment convivial, retrouve-nous à la

fête des travailleurs-euses aux Bastions,

de 16h à 20h.

Augmenter les salaires, défendre le salaire minimum légal !

En janvier 2023, le renchérissement du coût de la vie a encore augmenté de 3,3%. Les primes d'assurance maladie et les factures d'énergie explosent. Les salaires, quant à eux, ne suivent pas forcément...

Il y a bien le salaire minimum légal, qui lui est indexé au coût de la vie et est ainsi passé à 24.- bruts de l'heure. Mais le camp bourgeois parlementaire est venu le remettre en cause en adoptant la motion dite « Ettlil ». Elle prévoit la suppression du salaire minimum dans plusieurs secteurs, notamment l'hôtellerie-restauration, le nettoyage ou la coiffure induisant des baisses salariales allant de CHF 400.- à 1000.- selon le secteur.

L'heure est donc à la mobilisation des salarié-e-s pour exiger des hausses et de salaire, de porter les salaires minimaux de toutes les conventions collectives au moins à 24.- de l'heure, et de combattre par tous les moyens toute mise en œuvre de la motion « Ettlil ».

**Pour défendre le
salaire minimum
genevois,
signez
la pétition :**



En route vers une nouvelle grève féministe !

Bien que le 14 juin 2019 ait été une des mobilisations sociales les plus massives de l'histoire du pays, les promesses sont restées lettre morte. L'âge de la retraite des femmes a augmenté, les rentes des retraité-e-x-s continuent d'être insuffisantes, les salaires des métiers majoritairement occupés par des femmes sont insuffisants, les discriminations sexistes et les violences faites aux femmes et aux personnes LGBTIQ continuent.

Ainsi se prépare, pour le 14 juin 2023, une nouvelle grève féministe. Sur les lieux de travail, de formation, de vie et dans la rue, avec les syndicats et le collectif genevois, les féministes, les travailleuses-x-rs s'organisent déjà ! Rendez-vous dans la rue le 14 juin pour la grève féministe !

Contrer le projet libéral et réactionnaire de la droite !

Le renforcement de la droite ultralibérale, xénophobe et climatosceptique au Grand Conseil augure de sombres perspectives pour les travailleuses et travailleurs du canton, et plus largement pour l'ensemble de la population.

Avec une telle majorité parlementaire, nous allons au-devant d'une législature de forte régression sociale, d'accroissement des inégalités, de saccage du service public, et de totale inaction en matière climatique. Si la droite s'est ouvert un boulevard pour mettre en œuvre son projet politique mortifère, à nous d'y dresser des barricades ! Dans la rue bien sûr et par la mobilisation des travailleuses et travailleurs sur les lieux de travail, mais également dans les urnes chaque fois que l'occasion se présente.

Or, l'initiative « 1000 emplois », aux antipodes du projet libéral et des thèses protectionnistes et réactionnaires du bloc MCG/UDC, offre une possibilité de réplique politique immédiate.

En proposant de créer des emplois sociaux et écologiques dans les services publics et les organisations privées à but non lucratif, et en proposant la réduction du temps de travail sans perte de salaire, l'initiative « 1000 emplois » propose de faire d'une pierre trois coups : offrir une perspective d'emploi à toutes et tous, répondre aux besoins sociaux de la population, et accélérer la transformation éco-sociale de l'économie.

Cette initiative est politiquement porteuse de tout ce que la droite déteste : restituer à l'Etat son rôle d'acteur économique, professer le retour au plein-emploi, renforcer le service public, et mieux répartir les gains de productivité. Sans être l'antidote définitif au projet libéral, un fort soutien populaire à cette initiative constituerait un sérieux avertissement à cette droite majoritaire : celui qu'elle devra compter avec nos oppositions durant cette législature.

Mobilisons-nous toutes et tous ensemble pour un OUI massif le 18 juin prochain à l'initiative « 1000 emplois ».

**Pour le plein emploi,
la transition écologique,
travailler moins et vivre
mieux.**

**INITIATIVE
1000
EMPLOIS**

Pour une meilleure **redistribution des richesses** et répondre **aux besoins de la population.**

Les besoins de la population augmentent : précarité, problèmes de logement, d'assurance maladie, besoins de plus de crèches, d'EMS, d'aide-à domicile, de services sociaux, etc. Cela suppose que l'État ait les moyens de financer ces services. Or au fil des dernières années, le patronat fait baisser les impôts, assèche les ressources publiques, votant chaque année des budgets d'austérité, alors qu'en parallèle, il s'enrichit inconsidérément. En 15 ans, les fortunes privées ont explosé de 40% !

Pour ces raisons, la CGAS et la gauche ont lancé **l'initiative pour une contribution de solidarité sur les grandes for-**

tunes de plus de 3 millions, qui, à Genève, ont triplé en moins de 10 ans. **Le 18 juin, il faudra voter OUI** à cette initiative.

De plus, la CGAS et la gauche ont lancé un **référendum contre la révision de la valeur fiscale des immeubles**, dont la droite a profité pour baisser l'imposition sur la fortune, justement. **Le 18 juin, c'est un NON qu'il faudra voter contre cette astuce.** Avec la nouvelle majorité de droite et d'extrême droite, il n'y a que dans la rue et dans les urnes que nous pourrons faire valoir plus de justice sociale et fiscale.

NON à la baisse des rentes LPP !

En mars, à quelques heures d'écart, le Parlement votait la réforme antisociale du deuxième pilier, faisant ainsi baisser les rentes LPP, tandis que le gouvernement assurait une garantie de 9 milliards de francs dans le processus de rachat de Crédit suisse par UBS, garantie à la charge des contribuables et sans mesure de sécurisation des avoirs des caisses de pension.

LPP 21 introduit une baisse des rentes pouvant atteindre CHF 3'240.- par an et les bas salaires devront payer beaucoup plus pour recevoir moins. Le seul gagnant de cette réforme sera le secteur de la finance.

Il faut donc s'organiser et se mobiliser, dans les différents secteurs professionnels et en solidarité avec les secteurs plus précarisés. Dès à présent, mobilisons-nous pour faire **échouer LPP21 en signant le référendum :**

